



### Un paquet climat ambitieux pour la neutralité carbone mais qui manque de souffle industriel et social et qui impose de réviser certains dogmes pour réussir.

En rendant public son paquet climat, monstre législatif d'une ampleur inédite et début d'un long chemin, la Commission européenne affiche sa volonté d'engager l'Europe sur la voie de la neutralité carbone en 2050. Même si elle en salue l'ambition bas carbone, l'Alliance CFE UNSA Énergies regrette la faiblesse de son volet industriel. Elle dénonce aussi l'oubli que la Commission fait de l'intérêt des citoyens européens en tant que salariés, en occultant notamment la transition juste pourtant revendiquée par les syndicats européens.



Pour réussir cette ambition, l'Alliance CFE UNSA Énergies appelle la Commission à agir avec réalisme et à ne se priver d'aucun outil ni d'aucune solution bas carbone, en respectant la neutralité technologique et en donnant un prix au carbone. Elle l'appelle également à revoir certains de ses dogmes, comme les règles de la concurrence et le régime des aides d'État, en fonction de cette priorité climat. C'est ce à quoi la présidence française de l'Union Européenne devra servir au 1<sup>er</sup> semestre 2022.

Une semaine après le rapport de l'ONU qui estime que la sécheresse va devenir la « prochaine pandémie », la Commission européenne vient de présenter son paquet climat « Fit for 55 package », objet législatif d'une ampleur inédite avec une quinzaine de textes dévoilés de concert le 14 juillet, qui va mobiliser les institutions européennes pendant

de nombreux mois et qui a pour objectif de concrétiser le Green Deal annoncé par la Présidente de la Commission en décembre 2019.

Lors du dernier G20, Janet Jellen, secrétaire américaine au Trésor, avait appelé à « accélérer la lutte contre le réchauffement climatique », signant ainsi le retour américain dans la course au leadership climatique au moment où ils subissent un dôme de chaleur aussi dévastateur qu'inquiétant. Comme les États-Unis, l'Union Européenne (UE) n'avait donc pas d'autre choix que de suivre la recommandation du GIEC pour qui « bouger maintenant est la seule ligne de conduite responsable ».

### Une ambition climat qui met l'Europe à l'avant-garde mais qui oublie l'industrie

Après avoir porté à 55 % l'objectif de réduction des émissions européennes de gaz à effet de serre pour 2030, ce qui suppose une accélération massive de la transition bas carbone, la Commission met donc le paquet pour engager l'Europe sur la voie de la neutralité carbone en 2050, objectif désormais pleinement soutenu par l'Agence Internationale de l'Énergie. **L'Alliance CFE UNSA Énergies salue l'ambition climatique ainsi affichée mais appelle la Commission à se montrer aussi pragmatique que cohérente dans l'action, en ne se privant d'aucune solution bas carbone et en révisant ses propres dogmes.**

Dans cette perspective, l'Alliance CFE UNSA Énergies défend la mise en place d'un prix du carbone suffisamment robuste pour engager de manière durable la décarbonation de l'économie européenne, comme Bruno Le Maire l'indiquait en déclarant qu'« il n'y a pas de décarbonation sans prix du carbone ». Dès lors, au-delà de la réforme en profondeur du système d'échanges d'émissions carbone (ETS) et de l'instauration d'un prix plancher du CO<sub>2</sub>, y compris pour les secteurs les plus émissifs dont notamment le transport maritime, l'Alliance CFE UNSA Énergies soutient l'ambitieux mécanisme d'ajustement carbone aux frontières de l'UE proposé par la Commission et appelle à dépasser les réticences de ceux qui, sous prétexte d'éviter des mesures pouvant apparaître comme protectionnistes et contraires à la religion du libre-échange, mettraient à mal l'action climatique de l'Europe en laissant prospérer les fuites carbone et des importations au bilan carbone désastreux.

**Pour autant, l'Alliance CFE UNSA Énergies regrette que ce paquet climat mette insuffisamment le paquet sur la recherche et l'innovation, et oublie le soutien aux filières industrielles** européennes bas carbone, sans exclusion, afin de défendre les emplois qualifiés des européens en évitant que la neutralité climatique de l'Europe fasse appel à des technologies et équipements conçus et fabriqués hors d'Europe. Si la Commission veut « éviter les dépendances stratégiques de demain », la mobilité propre et l'exemplarité climatique ne doivent pas conduire à dépendre d'un pays qui écrase ses minorités, tue la liberté d'expression et tire son énergie à plus de 60 % du charbon, sauf à ce que ce paquet climat finisse par mettre à mal l'indispensable stratégie industrielle et l'autonomie stratégique de l'Europe.

### La voix des salariés doit être entendue

Outre cette faiblesse industrielle, l'Alliance CFE UNSA Énergies est convaincue que le paquet climat ne réussira que s'il repose sur une transition socialement juste en recherchant l'adhésion des salariés européens.

Elle regrette donc profondément la faiblesse de la dimension sociale du paquet climat, réduite à la portion congrue par la seule création d'un « fonds social pour le climat » : celui-ci vise certes l'accompagnement des ménages les plus modestes impactés par le nouveau marché du carbone pour le transport et le bâtiment, par ailleurs contesté, mais il n'est pas à la hauteur des enjeux de justice sociale et surtout, il oublie l'accompagnement des classes moyennes européennes comme celui des salariés européens, et notamment ceux de l'industrie. L'Alliance CFE UNSA Énergies n'hésitera donc pas à se mobiliser aux côtés d'IndustriAll Europe pour éviter que ce paquet climat ne s'avère au final néfaste pour les salariés européens ou que la Commission européenne réduise l'expression de la société civile à la seule voix des ONG.

Outre ces dimensions industrielles et sociales, l'Alliance CFE UNSA Énergies est persuadée que ce paquet climat ne fera du Green Deal un véritable Climate Deal que s'il repose sur une neutralité technologique bas carbone qui n'exclut aucune des solutions bas carbone, qu'il s'agisse de la taxonomie ou de la stratégie hydrogène. Surtout, parce qu'il vise la neutralité carbone en 2050, donc le long terme, ce paquet climat doit pouvoir reposer sur des instruments de long terme qui stimulent dans la durée les investissements bas carbone, en particulier dans les infrastructures énergétiques, en leur donnant la visibilité et les incitations nécessaires. Comme l'indique Eurelectric, il faut en particulier mettre fin à la tendance à la baisse des investissements dans les réseaux de distribution d'électricité.

### Des règles à adapter à l'enjeu long terme du climat

Pour y parvenir, la Commission européenne doit donc renoncer à sa vision actuelle d'un marché intérieur, en particulier celui de l'énergie, qui ne devrait être guidé que par les signaux économiques de court-terme. C'est davantage de planification réaliste, de régulation, d'une architecture de marché privilégiant le long terme et d'intervention publique dont l'ambition Climat de l'UE a besoin.



Dès lors le régime des aides d'État comme la politique de la concurrence doivent être absolument révisés et assouplis pour servir l'exigence bas carbone du Green Deal et la nouvelle stratégie industrielle pour l'Europe. Les règles relatives aux aides d'État doivent en particulier accorder aux autorités publiques une flexibilité suffisante pour le développement de stratégies industrielles neutres sur le plan climatique ! **Comme l'Alliance CFE UNSA Énergies le réclame depuis deux ans, l'Europe doit désormais favoriser les services d'intérêt économique général, dits SIEG, bas carbone pour stimuler les investissements long terme au service de la décarbonation de l'Europe.**

Pour l'Alliance CFE UNSA Énergies, ce paquet climat doit donc d'urgence se doter d'une réelle ambition industrielle et sociale, et d'instruments de long terme car pour arriver à la neutralité carbone, **il faut une économie de guerre en temps de paix mais d'urgence climatique vitale.** C'est la condition pour que l'Europe ne finisse pas par masquer son absence de stratégie industrielle et sa perte d'autonomie stratégique en mettant en avant une vertu écologique à tout crin.

Puisque la prochaine présidence française de l'Union Européenne aura pour objectif de faire atterrir ce paquet climat, l'Alliance CFE UNSA Énergies demande au Gouvernement français de se saisir des négociations à venir pour donner à ce paquet un indispensable contenu industriel, social et de long terme, et d'ainsi donner corps au volontarisme affiché par le Président de la République dans son allocution du 12 juillet où il a milité en faveur de la souveraineté industrielle et technologique de l'Europe en indiquant vouloir « bâtir un agenda commun d'indépendance industrielle et technologique ».